

LES PERSONNES SANS DOMICILE À BREST

ANALYSE DES RÉSULTATS DE LA 2^E NUIT DE LA SOLIDARITÉ BRESTOISE



Mars 2025

OBSERVATOIRE | Note d'analyse



38 personnes

sans domicile rencontrées à Brest la nuit du 3 au 4 octobre 2024

88 personnes

sans domicile rencontrées lors de l'enquête indirecte



311 personnes

mises à l'abri par le 115 ou le Conseil départemental ce soir-là

165 personnes

hébergées par le réseau des associations de citoyens brestoises ce soir-là



La Ville de Brest, à l'instar de nombreuses autres villes françaises, a souhaité réitérer une « Nuit de la solidarité » en 2024. Cette démarche a pour but de comptabiliser les personnes sans abri une nuit donnée et de les interroger sur leurs besoins, afin de mieux appréhender leurs profils et d'adapter les politiques publiques aux besoins réels de cette population. Une Nuit de la solidarité avait déjà été organisée en janvier 2022, offrant ainsi l'opportunité de mesurer les évolutions des profils et des besoins des personnes sans domicile.

Les résultats montrent une augmentation importante du nombre de femmes sans domicile, ainsi qu'une diversification des situations de précarité, notamment en lien avec une augmentation du nombre de personnes se retrouvant sans domicile à la suite d'une expulsion et une augmentation de la part de personnes en habitat de fortune ou sans-abri.

Les besoins exprimés par cette population restent nombreux et variés, allant de l'accès à un logement stable à des besoins de stockage pour leurs affaires personnelles ou à la possibilité d'accéder à une cuisine pour pouvoir préparer un repas chaud. Il est nécessaire de bien connaître les besoins pour y répondre de manière adéquate et de continuer à développer des politiques publiques inclusives et adaptées, en collaboration avec les acteurs locaux, pour améliorer les conditions de vie de ces personnes et favoriser leur réinsertion sociale.

Compter les personnes sans domicile et recenser leurs besoins

Venue des pays anglo-saxons et mise en œuvre depuis de nombreuses années dans plusieurs villes américaines ou européennes, l'opération « Nuit de la solidarité » a essaimé en France avec des éditions dans plusieurs villes comme Rennes, Dijon, Metz, Grenoble, Toulouse ou Montpellier avec chacune ses spécificités. L'objectif est de dénombrer, de caractériser les profils des personnes qui dorment dans la rue et de recenser les besoins qu'elles expriment pour adapter et développer les services qui leur sont dédiés. Cette opération vise à mieux appréhender le public des sans-abris sur un territoire donné, et à proposer des préconisations adaptées aux besoins et aux profils de cette population.

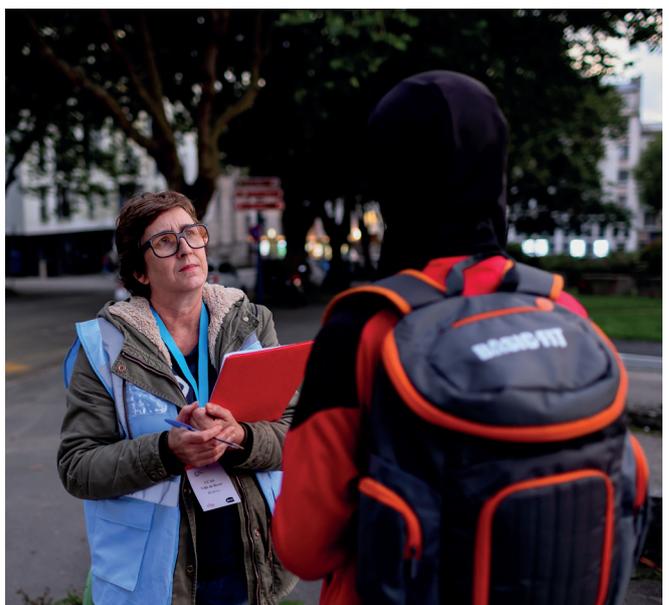
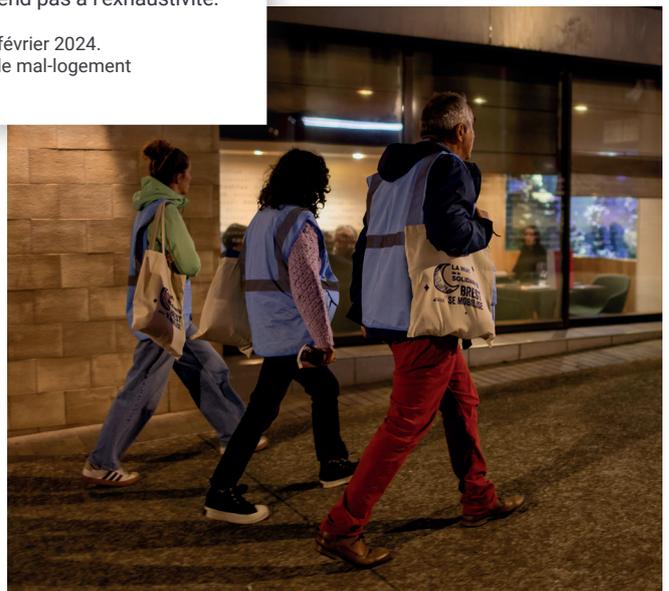
À Brest, une première Nuit de la solidarité a eu lieu le 20 janvier 2022. La Ville de Brest a souhaité reconduire la démarche dans la nuit du 3 octobre 2024.

LE SANS-ABRISME, UNE RÉALITÉ DIFFICILE À CHIFFRER

Au niveau national, les estimations de la Fondation pour le Logement des Défavorisés (ex Fondation Abbé Pierre) chiffrent à 330 000 le nombre de personnes sans domicile (à la rue, en hébergement d'urgence ou dans des bidonvilles¹). Mais le décompte des personnes sans logement personnel et en grande précarité reste un exercice approximatif puisque beaucoup sont en situation de non-recours aux droits (ils ne téléphonent pas ou plus au 115, n'ont pas de demande de logement social, ne fréquentent pas les structures d'accueil) et sont donc « hors radars » des services publics. Cette enquête ne prétend pas à l'exhaustivité.

1. Estimation établie en février 2024.
Source : 29^e rapport sur le mal-logement

L'opération « Nuit de la solidarité » a essaimé en France avec des éditions dans plusieurs villes



À Brest, une observation élargie à toute personne n'ayant pas de logement

En 2022, les acteurs institutionnels et associatifs travaillant dans le champ de l'exclusion ont rappelé les particularités du territoire brestois : peu de personnes sans-abri sont présentes sur l'espace public la nuit car beaucoup sont hébergées en squat ou « chez des tiers ». Pourtant, ces personnes sont bien sans domicile et peuvent se retrouver en situation de dormir dans la rue du jour au lendemain.

Le CCAS de Brest ainsi que les acteurs locaux ont fait le choix de retenir également dans l'enquête toutes les personnes vivant en squat ou hébergées par des tiers ou mises à l'abri, en allant au-delà du champ d'observation strict proposé par la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal) qui ne prend en compte que les personnes sans-abri (c'est-à-dire celles qui passent la nuit dans un lieu non prévu pour l'habitation, essentiellement la rue et l'espace public). Ainsi, cette étude s'intéresse **aux personnes sans domicile et non uniquement aux personnes sans abri**. La définition du champ d'observation ainsi retenue a permis de recouvrir les différentes catégories de personnes privées de domicile personnel suivantes :

Hébergées chez des tiers

Que ce soit chez la famille ou des amis, l'hébergement chez des tiers est une solution mobilisée par les personnes privées de domicile personnel sur du plus ou moins long terme. Si certaines sont hébergées pendant un temps jusqu'à ce que leur situation s'améliore, d'autres y ont recours de façon plus ponctuelle. Seules les personnes qui ont déclaré être hébergées depuis plus de 6 mois n'ont pas été comptabilisées en raison de la relative stabilité de leur situation.



L'hébergement par un tiers, surtout quand il est subi, est souvent conditionné par des compensations (financières ou sexuelles) et des pressions psychologiques qui assujettissent la personne hébergée. Cela est encore plus vrai pour les femmes ou les personnes LGBT »



PERSONNES SANS DOMICILE

PERSONNES SANS-ABRI

Espaces publics :
Rues, parcs

Espaces privés :
Parkings, gares, voitures, halls, caves d'immeubles



Champ d'observation proposé par la Dihal à l'échelle nationale

PERSONNES VIVANT DANS UN LIEU INAPPROPRIÉ À L'HABITATION

Habitat collectif :
Squats, campements, bidonvilles

Habitat isolé :
Caravanes, cabanes



PERSONNES HÉBERGÉES CHEZ DES TIERS



PERSONNES MISES À L'ABRI

En hébergement d'urgence (CHU, dispositif alternatif, DHT, dispositif hivernal, hôtel, etc.)

Mises à l'abri par le Conseil départemental

En hébergement citoyen



Une enquête doublée d'une enquête « indirecte » pour comptabiliser les personnes sans domicile qui ne sont pas à la rue ou qui n'ont pas été rencontrées lors de l'enquête directe

Afin d'étendre le champ d'observation et de récolter des données complémentaires sur les personnes sans domicile qui n'étaient pas dans la rue le soir du 3 octobre, une « enquête indirecte » a été menée auprès des partenaires du CCAS travaillant avec des personnes en grande précarité. Elle a consisté à la fois en une collecte de données et la passation du questionnaire.

À noter

Deux types de structures d'hébergement d'urgence ont été délibérément exclues du champ d'observation : les places en CHRS Urgence et celles en ALT (allocation logement temporaire) Urgence. N'ont été retenues que les structures qui **sont des solutions temporaires, incertaines** (avec des durées d'hébergement courtes et qui ne garantissent pas le principe de continuité, c'est-à-dire l'accès à un logement plus pérenne).

Une collecte de données complémentaires auprès :

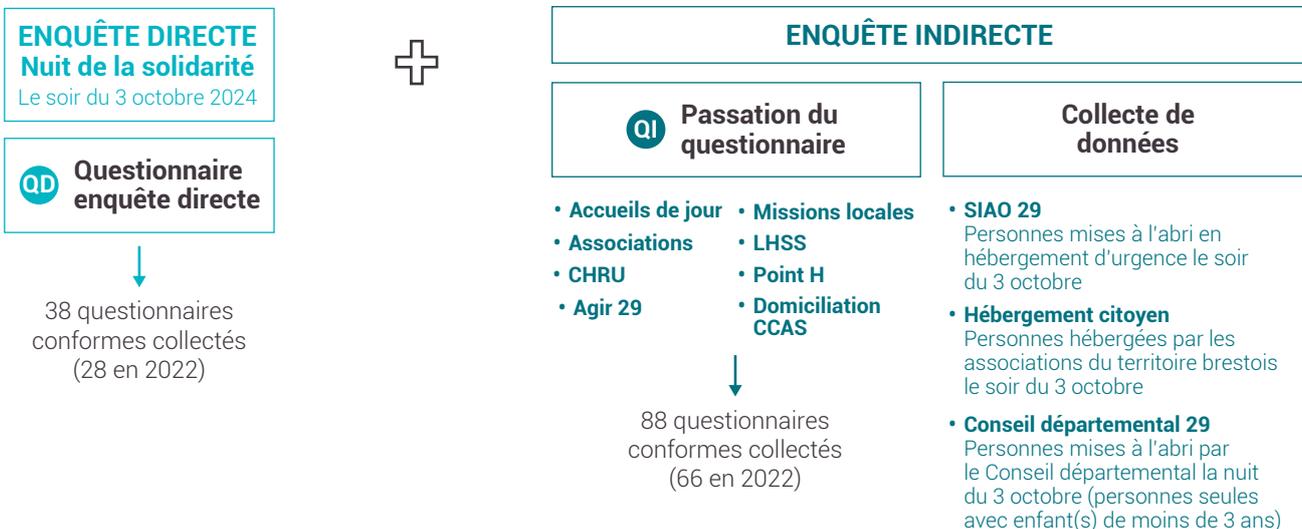
- du **Service intégré d'accueil et d'orientation du Finistère (SIAO 29)** concernant les personnes mises à l'abri en structure d'hébergement d'urgence ou à l'hôtel le soir du 3 octobre. Deux types de données ont ainsi été récoltées :
 - le nombre de personnes mises à l'abri en hébergement d'urgence le soir du 3 octobre et leur profil (sexe, âge, type de ménage, durée d'hébergement) via une extraction des données de la base du SIAO 29,
 - le nombre de personnes ayant téléphoné au 115 pour une demande de mise à l'abri dans la journée du 3 octobre via un recueil manuel par les écoutants du SIAO.
- du **Conseil départemental du Finistère** concernant les personnes mises à l'abri durant la nuit du 3 octobre (parents isolés avec enfants de moins de trois ans),

- des **associations gestionnaires d'hébergements citoyens** (ADJIM, Digemer) concernant les personnes hébergées par leur réseau d'hébergeurs durant la nuit du 3 au 4 octobre : nombre de personnes et profil (sexe, âge, type de ménage).

La passation d'un questionnaire « enquête indirecte » auprès des personnes identifiées comme sans domicile par les partenaires du CCAS.

Cette enquête s'est déroulée dans 14 structures dont les quatre premières avaient déjà participé à la Nuit de la solidarité en 2022 : le point Kerros, Le Phare, La Halte, Entraide et Amitiés, la mission locale de Bellevue et celle de rive droite, La Domiciliation du CCAS, les Urgences du CHRU, le Secours Catholique, le Point H, l'association ADE, Les Restos du Cœur, et Agir 29 (Coallia), ainsi qu'aux « Lits Haltes Soins santé » (Coallia).

L'opération s'est déroulée sur trois jours : le jeudi 3, vendredi 4, et le lundi 7 octobre (ainsi que les 5 et 6 à La Halte) La pas-



sation du questionnaire a été faite par les travailleurs sociaux et bénévoles des structures, des habitants et des étudiants qui avaient été préalablement formés à son remplissage.

Les questionnaires

Deux questionnaires distincts mais très similaires ont été élaborés pour l'enquête directe et indirecte, lors de la première édition de la Nuit de la solidarité en 2022, à partir du questionnaire proposé par la Ville de Paris et transmis par la Dihal. Pour l'édition 2024, quelques légères modifications ont été apportées afin de pouvoir apporter plus de précisions et une meilleure connaissance, notamment sur les questions de santé et en simplifiant les questions relatives à l'accompagnement social.

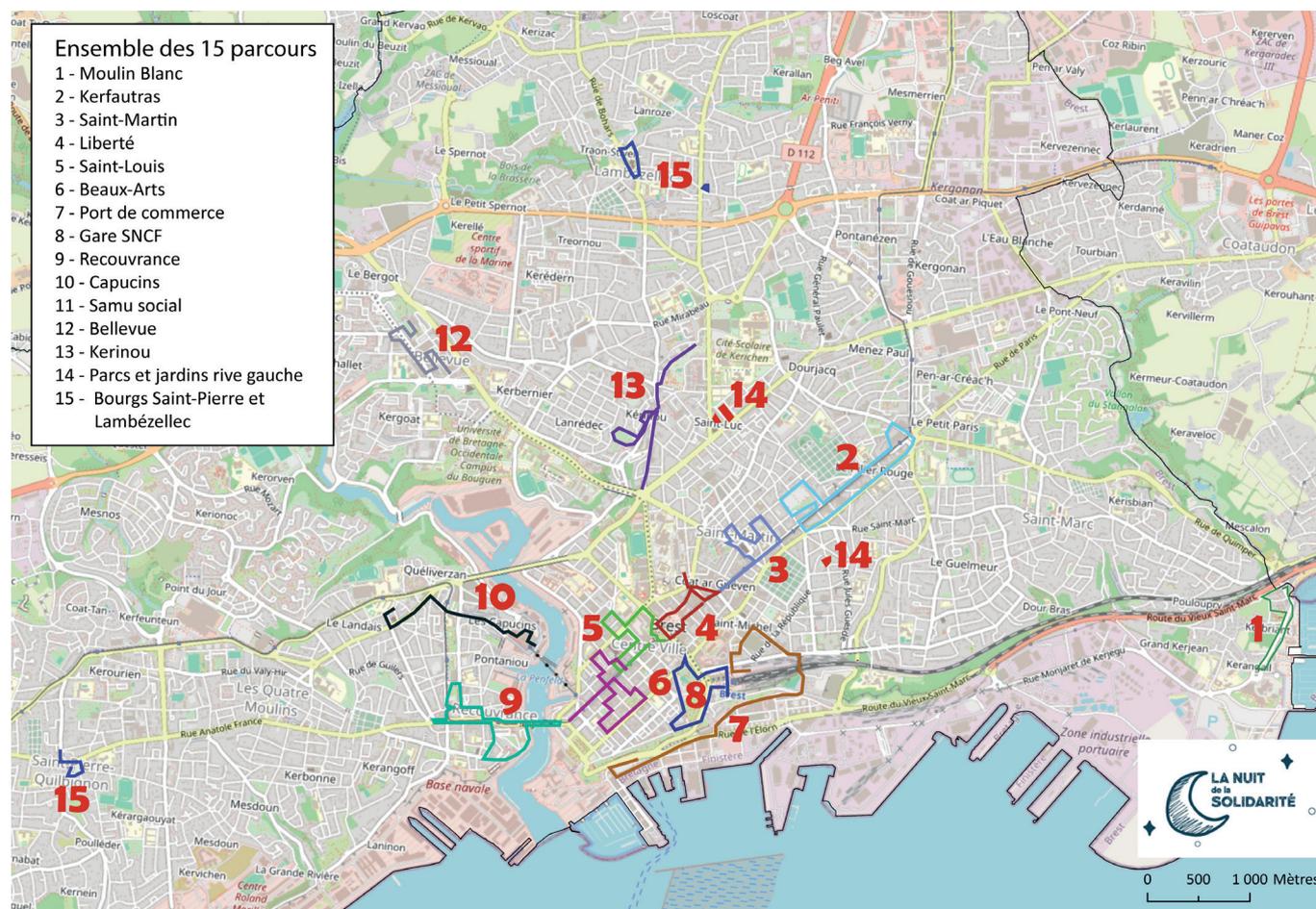
Afin de ne pas déranger une personne qui dort dans la rue au moment de l'enquête directe le soir du 3 octobre, le questionnaire laisse la possibilité de comptabiliser une personne à partir de l'unique observation de son âge estimé et de son sexe.

15 secteurs d'enquête pour rencontrer des personnes sans domicile

Lors de l'édition 2022 de la Nuit de la solidarité, les travailleurs sociaux et bénévoles avaient parcouru la ville de Brest en suivant 16 parcours préalablement pensés comme étant des secteurs où il serait possible de rencontrer des personnes sans domicile. Pour l'édition 2024, deux parcours ont été supprimés, aux Quatre Moulins et à Saint-Marc, et un nouveau parcours a été ajouté (bourgs de Saint-Pierre et Lambézellec). Les autres parcours ont été repris et parfois modifiés afin de les adapter aux possibilités de circulation pédestre (en raison de nombreux travaux dans le centre-ville), et aux remontées de terrain des travailleurs sociaux.

Cette enquête s'est déroulée dans 14 structures dont les quatre premières avaient déjà participé à la Nuit de la solidarité en 2022

Parcours de l'enquête directe la nuit du 3 au 4 octobre 2024



Une deuxième édition pour tenter de mesurer les évolutions des profils et des besoins

Comme la méthode d'analyse utilisée en 2024 est très similaire à celle utilisée en 2022, il est possible de **mesurer des évolutions entre 2022 et 2024 sur les profils ou les besoins**. Elles sont mises en exergue dans cette publication uniquement si les résultats sont suffisamment significatifs.

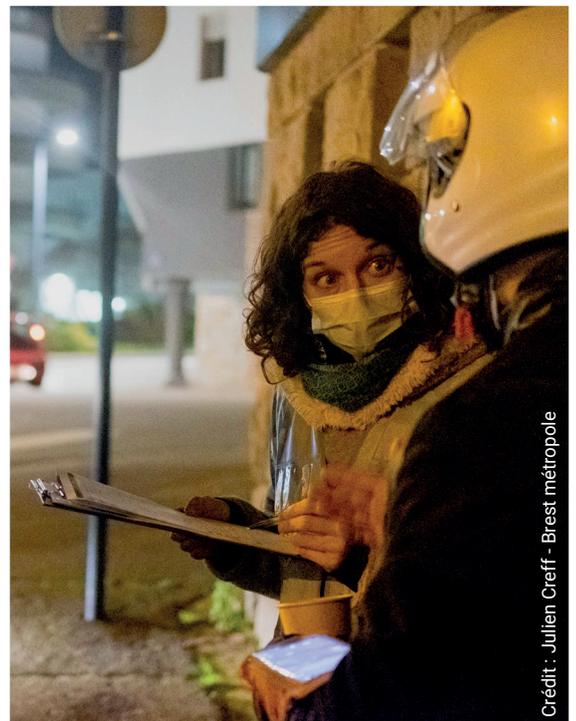
En revanche, dans la mesure où les parcours et le contexte (trêve hivernale, période de Covid...) ne sont pas strictement identiques à 2022, **il n'est pas possible de mesurer l'évolution du nombre de personnes sans domicile à Brest**. Seules les données du SIAO sur les mises à l'abri en hébergement d'urgence et les données du Creha Ouest sur les demandeurs d'un logement social dépourvus de logement permettent une comparaison.

De plus, **cette étude ne prétend aucunement à l'exhaustivité des données**. La temporalité choisie (une nuit d'octobre de 18h à 23h) implique nécessairement un biais méthodologique puisque les températures assez fraîches ont certainement poussé des personnes à ne pas rester sur l'espace public cette nuit-là. De plus, toutes les zones

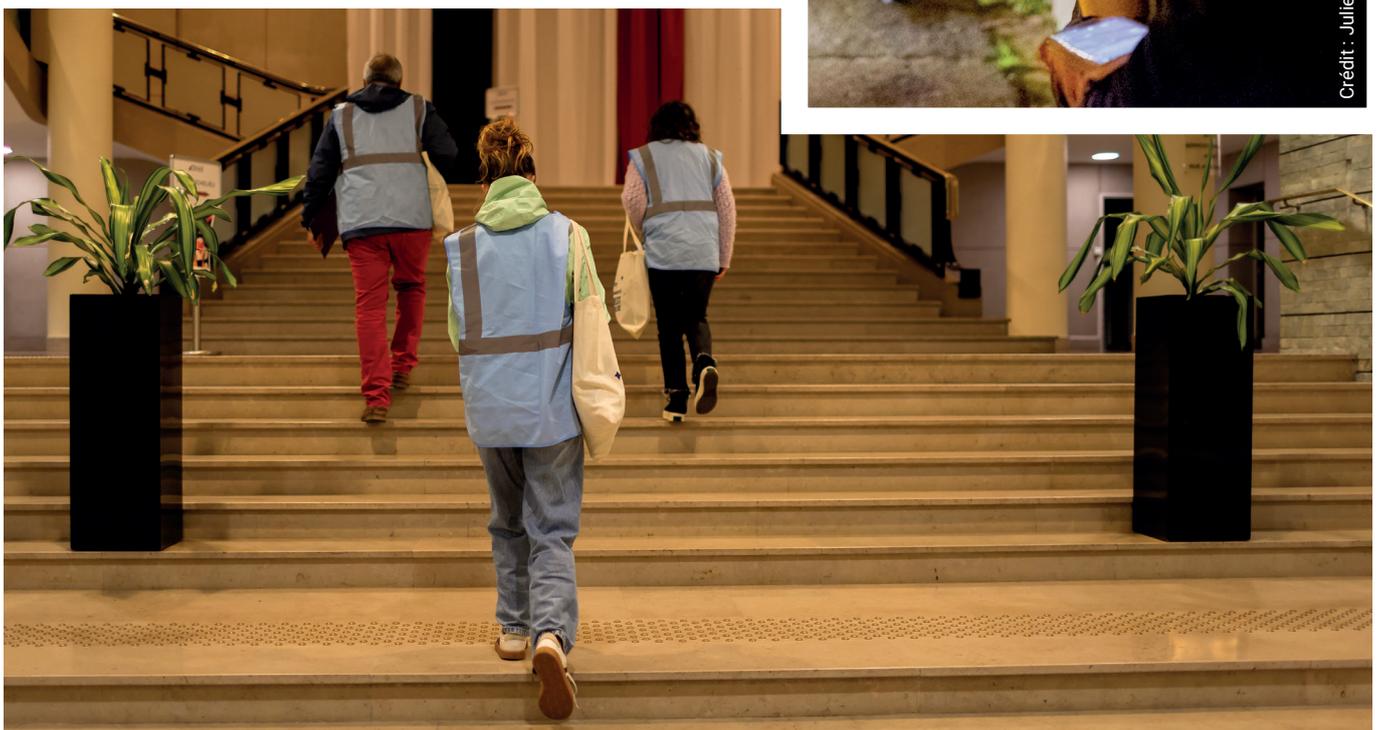
de la ville n'ont pas été couvertes, l'ampleur des moyens humains qui auraient été nécessaires n'étant pas envisageable pour quadriller intégralement la ville.

Parmi les personnes hébergées chez des tiers, certaines ont déclaré y habiter depuis plus de 6 mois. Ces questionnaires ont alors été écartés et non comptabilisés du fait de la relative « stabilité » de ces personnes. Il n'en demeure pas moins que ces dernières sont également sans domicile personnel.

Comme pour l'édition 2022, le **taux de réponse à certaines questions dans l'enquête directe est assez faible** dû au refus de répondre de quelques personnes et aux conditions de passation de l'enquête (dans la rue, de nuit...).



Crédit : Julien Creff - Brest métropole

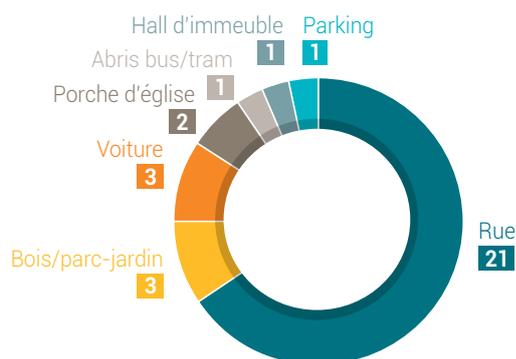


Des personnes sans domicile rencontrées dans tous les secteurs de la ville

ENQUÊTE DIRECTE

38 personnes sans domicile décomptées à Brest la nuit du 3 au 4 octobre 2024

Répartition des personnes rencontrées selon le lieu d'enquête



Lieu où la personne va ou a dormi le soir du 3 octobre



En 2022, aucune personne sans domicile n'avait été rencontrée lors de la Nuit de la solidarité du 20 janvier dans les trois secteurs suivants : Moulin Blanc, les Quatre-Moulins et dans l'hyper-centre. En 2024, des personnes sans domicile ont été rencontrées dans tous les secteurs sondés de la ville.

- Les deux secteurs géographiques qui concentrent le plus de personnes sont les secteurs de Saint-Martin et Liberté (8 personnes rencontrées sur chacun de ces parcours), et dans une moindre mesure celui de Kerfautras (4 personnes rencontrées).
- Le circuit n° 11 qui accompagnait les équipes de la maraude du Samu Social a dénombré 3 personnes.

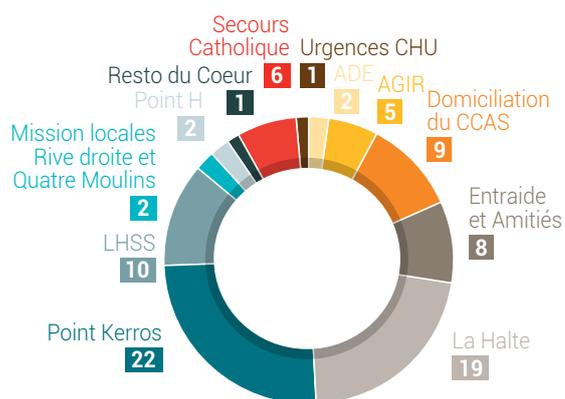
Une majorité de répondants pensent passer la nuit dans un lieu inapproprié au sommeil

Que ce soit dans l'enquête directe ou indirecte, la réponse à la question « où pensez-vous passer la nuit ? » qui a obtenu le plus fort taux de réponse est « chez un tiers ». Mais ce n'est pas une majorité de personnes qui ont répondu cela. Majoritairement, les répondants pensaient passer la nuit dans un lieu inapproprié au sommeil : squat, rue, voiture, tente, etc. ou alors ne savaient pas où passer la nuit.

ENQUÊTE INDIRECTE

88 personnes sans domicile ont répondu au questionnaire du 3 au 7 octobre

Répartition des personnes rencontrées selon le lieu d'enquête



Lieu où la personne va ou a dormi le soir du 3 octobre



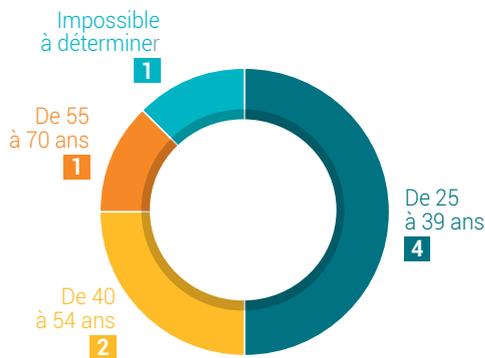
En 2022, le nombre et la part de personnes qui pensaient passer la nuit dans un squat était bien plus élevés. En 2024, c'est la proportion de personnes pensant passer la nuit dans la rue, dans une tente, dans une voiture qui est plus importante.

En 2024, des personnes sans domicile ont été rencontrées dans tous les secteurs.

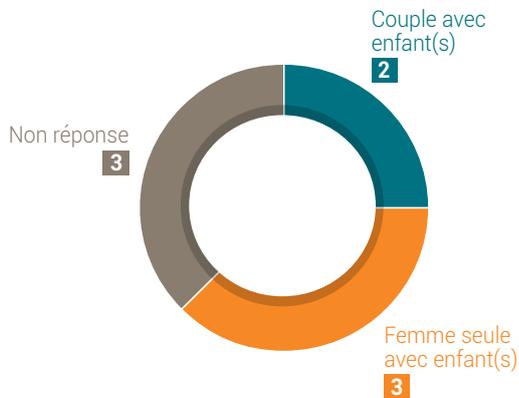
Une forte progression de la part de femmes sans domicile

ENQUÊTE DIRECTE (femmes uniquement)

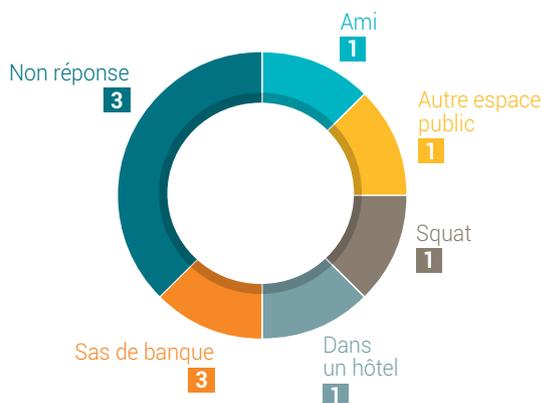
Âge estimé de la personne observées



Quelle est votre composition familiale ?

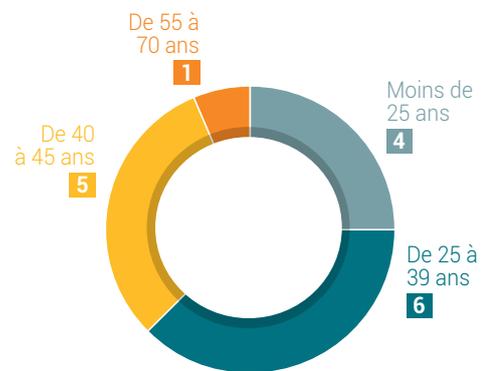


Où pensez-vous passer la nuit ?

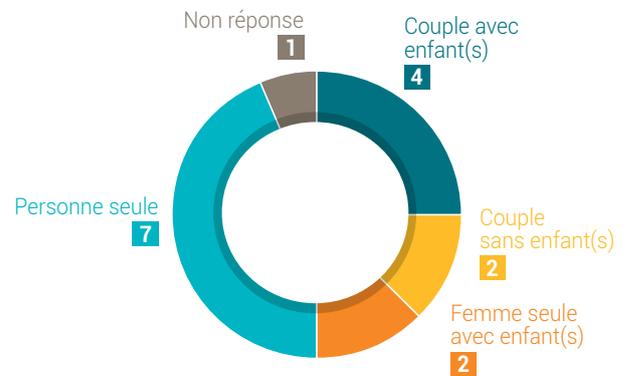


ENQUÊTE INDIRECTE (femmes uniquement)

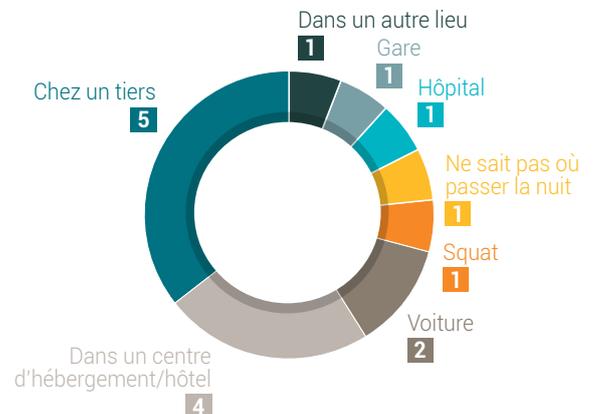
Quel âge avez-vous ?



Quelle est votre composition familiale ?



Où pensez-vous passer la nuit ?



Parmi les 38 personnes observées la nuit du 3 octobre lors de l'enquête directe, 8 étaient des femmes, soit 21 % (contre aucune en 2022), et lors de l'enquête indirecte, 16 femmes ont été enquêtées sur 87, soit 19% (contre 11 % en 2022). Elles ont toutes été rencontrées sur les secteurs Kerfautras, Saint-Martin et Liberté, hormis une qui était sur le port de commerce. Leurs âges sont similaires à ceux des hommes.

D'après les données de l'enquête menée par l'Insee en 2012 à l'échelle nationale, deux sans domicile sur cinq sont des femmes, mais elles sont majoritairement hébergées en structure d'hébergement. À Paris lors de la Nuit de la solidarité 2024, ce sont 11% de femmes qui ont été rencontrées, proportion bien inférieure à ce qui a été observé à Brest.

Dans l'enquête directe, les 3 femmes n'ayant pas répondu sur leur composition familiale sont les mêmes qui n'ont pas répondu à la question « où pensez-vous passer la nuit? ». Les deux femmes qui sont en couple avec des enfants ont déclaré passer la nuit dans un squat ou sur un autre espace public (sans plus de précision) et les trois femmes seules avec enfants ont déclaré passer la nuit dans le sas d'une banque, chez un ami, ou dans un hôtel du 115. Par déduction, **bien qu'ils n'aient pas été observés directement la nuit du 3 octobre, des enfants ont peut-être dormi dans des lieux inappropriés à l'habitation.** Il est possible aussi qu'il s'agisse d'enfants placés ou d'enfants majeurs, le questionnaire seul

ne permet pas d'avoir plus de précision sur ces enfants. Dans l'un des questionnaires, l'une de ces femmes, aujourd'hui hébergée par un ami, affirme qu'elle, son mari et leurs deux enfants ont dormi dans la rue plusieurs nuits durant l'été 2024.

D'après la Fondation Emmaüs, à l'échelle nationale, chaque nuit, au moins 2 000 enfants dorment dans la rue (dont environ 500 de moins de 3 ans), ce qui représente une hausse de 41 % en un an. Et ce chiffre est en dessous de la réalité puisque ne sont décomptés là que les enfants dont les parents ont réussi à joindre le 115 sans qu'aucune solution d'hébergement n'ait pu leur être proposée.

Dans l'enquête indirecte, la majorité des femmes questionnées envisagent de passer la nuit chez un tiers ou dans un centre d'hébergement d'urgence/hôtel, soit dans des lieux appropriés à l'habitation.

Il existe une différence notable selon le genre sur l'état de santé. Dans l'enquête indirecte (trop peu de réponse à cette question dans l'enquête directe), 53 % des femmes estiment qu'elles sont en bonne santé contre 65 % des hommes. Cette donnée corrobore les remontées de terrains de travailleurs sociaux qui estiment que les femmes sans domicile semblent en moins bonne santé que les hommes.

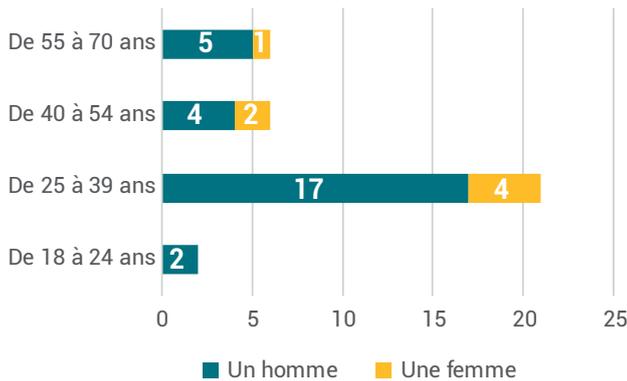
Dans l'enquête indirecte, la majorité des femmes questionnées envisagent de passer la nuit chez un tiers ou dans un centre d'hébergement d'urgence/hôtel, soit dans des lieux appropriés au sommeil



Une très large majorité de personnes sans domicile sont des hommes seuls qui vivent à Brest depuis plus d'un an

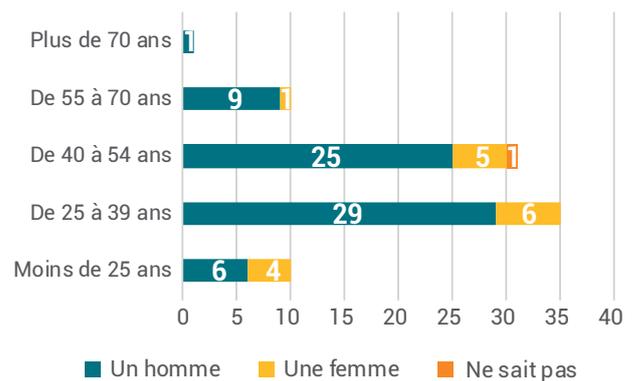
ENQUÊTE DIRECTE

Âge des personnes rencontrées



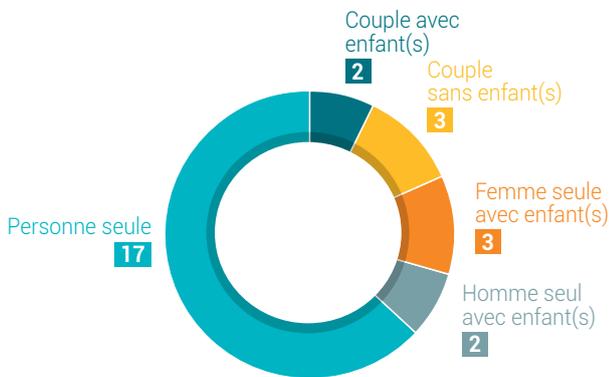
ENQUÊTE INDIRECTE

Âge des personnes rencontrées

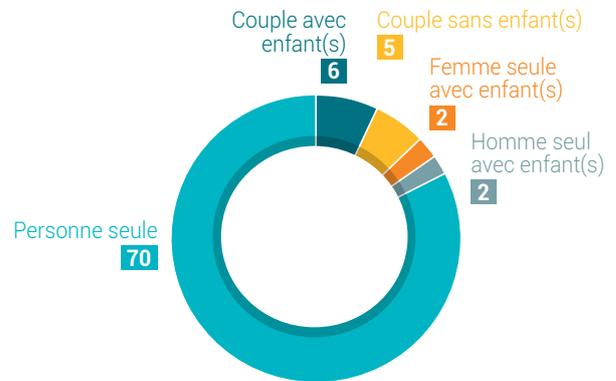


25 % des personnes rencontrées en 2022 étaient âgées de moins de 25 ans contre 10 % seulement en 2024

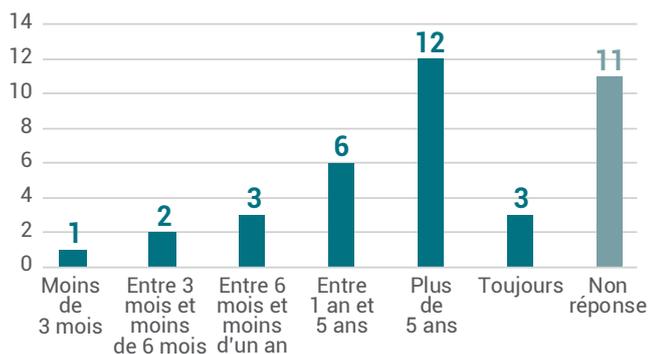
Quelle est votre composition familiale ?
27 réponses sur 38



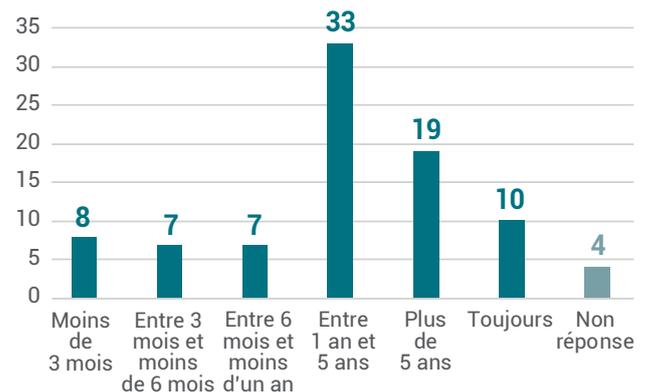
Quelle est votre composition familiale ?
85 réponses sur 88



Depuis combien de temps vivez-vous à Brest ?

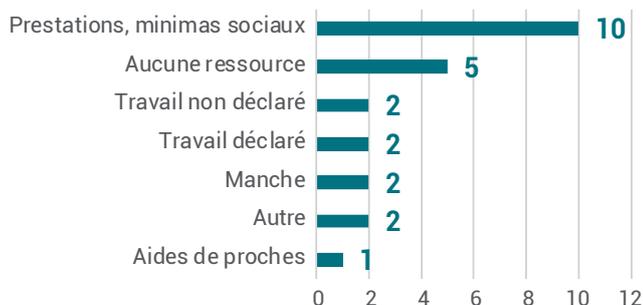


Depuis combien de temps vivez-vous à Brest ?

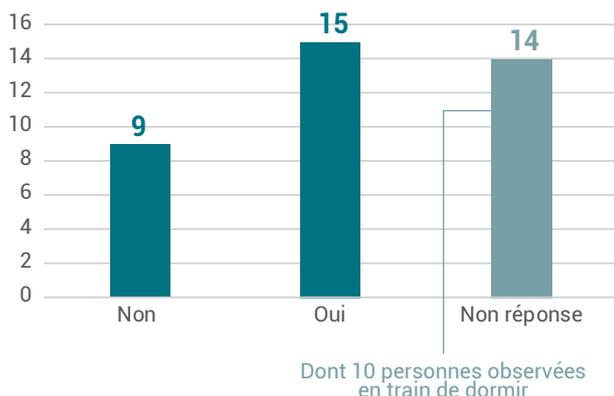


ENQUÊTE DIRECTE

Quelles sont vos ressources financières ?
24 réponses sur 38



Êtes-vous de nationalité française ?



Les personnes sans domicile ont majoritairement entre 25 et 55 ans, et vivent à Brest pour la plupart depuis plus d'un an. Les moins de 25 ans sont moins nombreux qu'en 2022 : ils représentaient une personne sur quatre dans les deux enquêtes, alors qu'en 2024, ce ne sont que 12 personnes sur 125. Un groupe de plusieurs jeunes hommes livreurs Uber avait été rencontré en 2022, ce qui explique probablement le décalage. À l'inverse, 17 personnes de plus de 55 ans ont été recensées par les deux enquêtes contre seulement 6 en 2022.



Les services sociaux du Crous de Brest n'ont pas connaissance cette année d'étudiants à la rue ou dormant dans leur voiture et les travailleurs sociaux observent moins de très jeunes dans les accueils de jour »

Lors de l'enquête 2022, les ressortissants étrangers étaient majoritaires parmi les personnes sans domicile (60 % des répondants à cette question). Ce n'est à priori plus le cas en 2024. Parmi les 14 « non réponse » à l'enquête directe, 10 personnes étaient en train de dormir et ont seulement été observées.

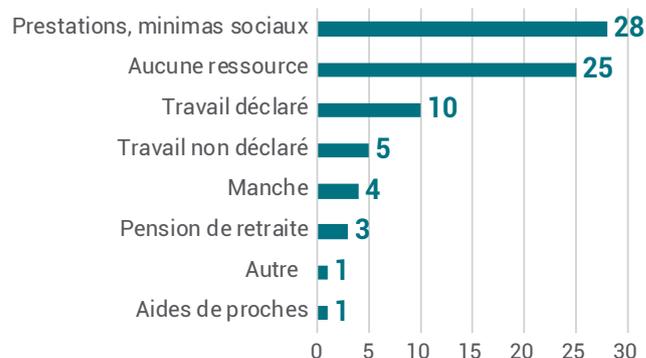
Les deux principales ressources des personnes sans domicile sont : prestations sociales/minimas sociaux, aucune ressource et travail (déclaré ou non déclaré).

En cumulant les deux enquêtes, 111 personnes ont répondu à la fois à la question sur les ressources financières et sur la nationalité. Il apparaît que selon qu'elles soient de nationalité française ou non, les sources de revenus diffèrent nettement. Ainsi :

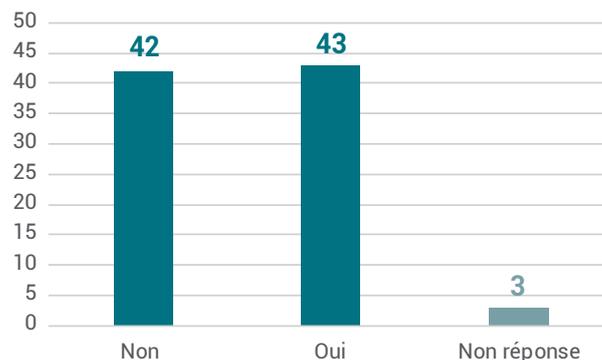
14 % des bénéficiaires des prestations/minimas sociaux sont de nationalité étrangère (5 sur 35 personnes),

ENQUÊTE INDIRECTE

Quelles sont vos ressources financières ?
77 réponses sur 88



Êtes-vous de nationalité française ?



69 % des personnes sans ressource sont de nationalité étrangère (20 personnes sur 29). Sur les 9 Français qui se déclarent sans ressource, 2 ont moins de 25 ans, donc 7 n'ont pas recours à leur droit d'avoir le RSA, 71 % des personnes qui travaillent (déclarées ou non) sont de nationalité étrangère (12 sur 17 personnes).

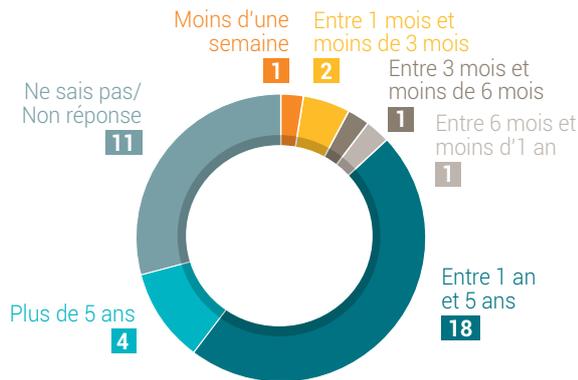


« On observe beaucoup plus de pathologies psychiques chez les personnes sans abri de nationalité française et donc davantage d'incapacité à travailler »

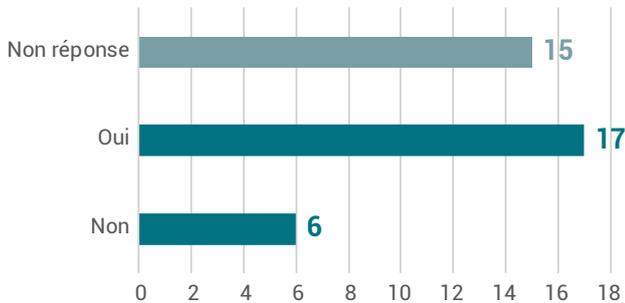
L'arrivée à Brest sans logement et l'expulsion sont les deux premiers motifs de situation de rue

ENQUÊTE DIRECTE

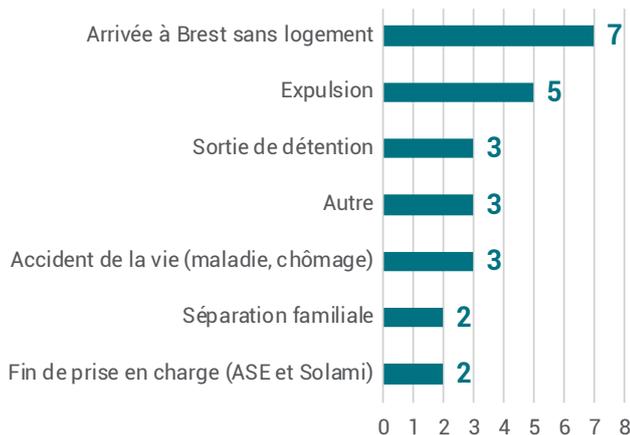
Depuis combien de temps êtes-vous sans domicile personnel ?



Est-ce la première fois que vous êtes sans logement personnel ?

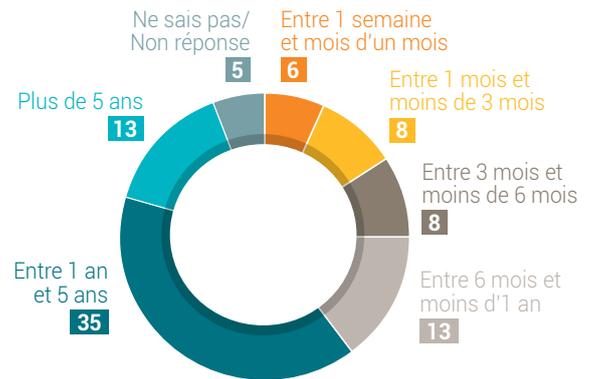


Pour quelles raisons vous êtes-vous retrouvé pour la première fois sans logement personnel ?
25 réponses sur 38

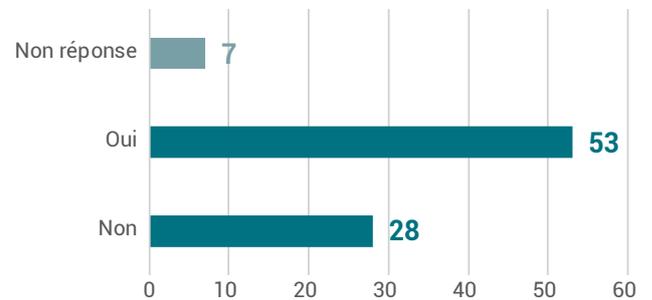


ENQUÊTE INDIRECTE

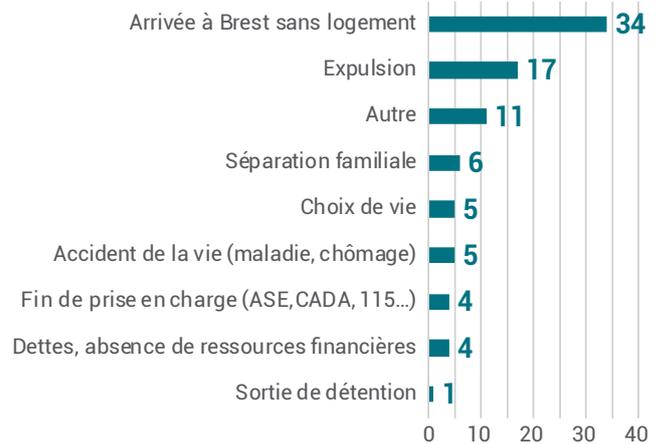
Depuis combien de temps êtes-vous sans domicile personnel ?



Est-ce la première fois que vous êtes sans logement personnel ?



Pour quelles raisons vous êtes-vous retrouvé pour la première fois sans logement personnel ?
87 réponses sur 88



À l'échelle nationale, la Fondation pour le Logement des Défavorisés estime qu'il y a eu plus de 19 000 expulsions de locataires en 2023

La majorité des personnes enquêtées sont sans domicile personnel depuis plus d'un an. Les deux principales raisons de l'absence de domicile personnel évoquées sont « arrivée à Brest sans logement » et « expulsion ». En 2022, le premier motif était le même mais le second était « séparation familiale » et non pas « expulsion ».

L'Adil du Finistère (agence départementale d'information sur le logement) a observé, dès le printemps 2022, une hausse des congés donnés pour vente par des propriétaires à leurs locataires. Selon l'Adil, certains de ces locataires n'auraient pas trouvé de nouvelle location dans leur budget, et un certain nombre serait resté dans leur logement, donc sans titre, ce qui expliquerait que le nombre d'expulsions a augmenté. En 2023, l'Adil a réalisé 875 consultations sur des questions d'impayés et d'expulsions contre 540 en 2022.

Le nombre de ménages demandeurs de logements sociaux dont le motif de priorité est « menacé d'expulsion » a doublé entre le 1^{er} janvier 2022 et le 1^{er} janvier 2024, passant de 38 à 77. Il s'agit du motif de priorité qui a le plus fortement augmenté.

Comme en 2022, majoritairement, c'est la première fois que les personnes interrogées se retrouvent sans domicile. Cependant, plus de 45 % des répondants sont sans domicile depuis plus d'un an, et moins de 5 ans.

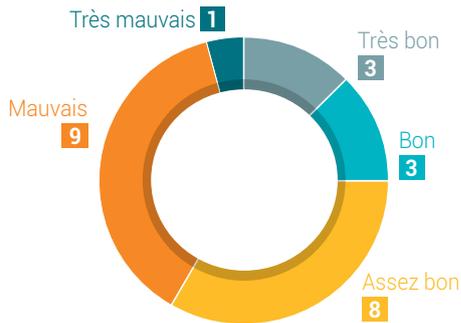
La majorité des personnes enquêtées sont sans domicile personnel depuis plus d'un an. Les deux principales raisons de l'absence de domicile personnel évoquées sont « arrivée à Brest sans logement » et « expulsion »



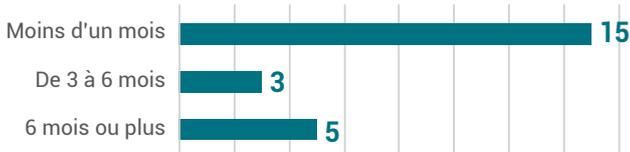
Peu de non-recours aux services de santé

ENQUÊTE DIRECTE

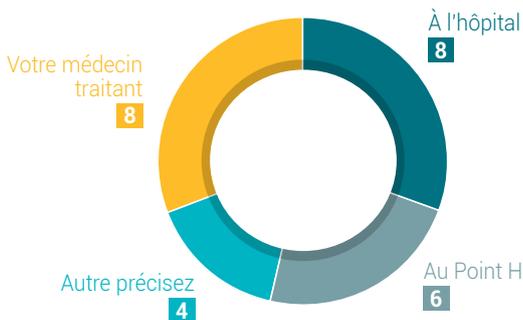
Comment estimez-vous votre état de santé en général ?
24 réponses sur 38



Quand avez-vous vu un médecin pour la dernière fois ?
23 réponses sur 38



Et est-ce que c'était :
26 réponses sur 38



Des précisions sont apportées à la réponse « autre », il s'agit d'un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) ou dans un autre pays, ou à la maison d'arrêt

Que ce soit dans l'enquête directe ou indirecte, les personnes estimant leur état de santé comme « mauvais » ou « très mauvais » ont presque toutes consulté un médecin dans le mois précédant l'enquête. Seules 2 ont vu un médecin entre 3 et 6 mois, et une seule il y a plus de 6 mois.

Plus de la moitié des consultations ont eu lieu au Point H (association qui facilite l'accès aux soins pour les personnes en

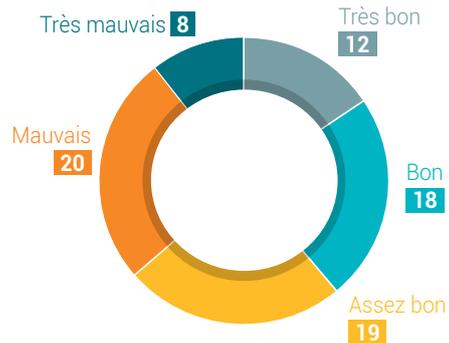
situation de précarité à Brest) ou à l'hôpital et un peu plus d'un quart sont réalisées par un médecin traitant. Le Point H joue un rôle central à Brest, permettant le suivi des publics les plus défavorisés, limitant ainsi la dégradation de leur état de santé.

« L'espérance de vie des sans-abris est de 48 ans »

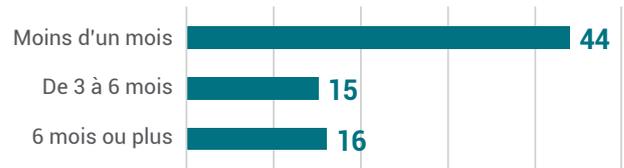
Le collectif Les morts de la rue

ENQUÊTE INDIRECTE

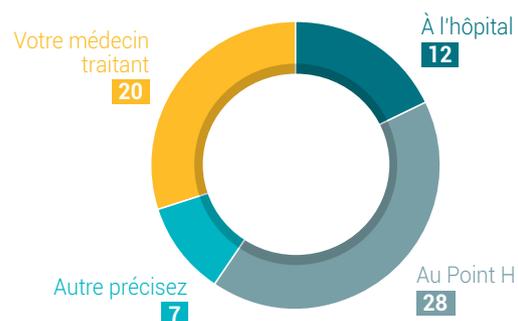
Comment estimez-vous votre état de santé en général ?
77 réponses sur 88



Quand avez-vous vu un médecin pour la dernière fois ?
75 réponses sur 88



Et est-ce que c'était :
67 réponses sur 88



Autre : il s'agit de spécialistes ou de médecins des équipes mobiles.

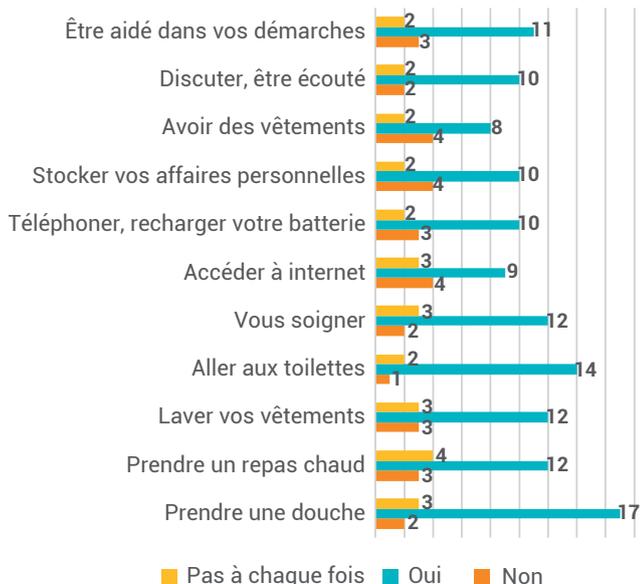
« 710 personnes sont décédées en 2022 des conséquences de la vie sans domicile personnel »

29^e rapport sur le mal logement,
Fondation pour le Logement
des Défavorisés

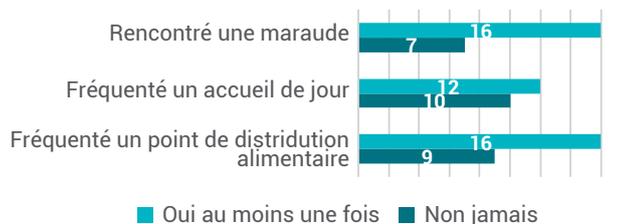
Des besoins globalement satisfaits

ENQUÊTE DIRECTE

Quand vous en avez eu besoin, avez-vous pu :
De 14 à 22 réponses sur 38



Au cours des 7 derniers jours, avez-vous :
De 22 à 25 réponses sur 38

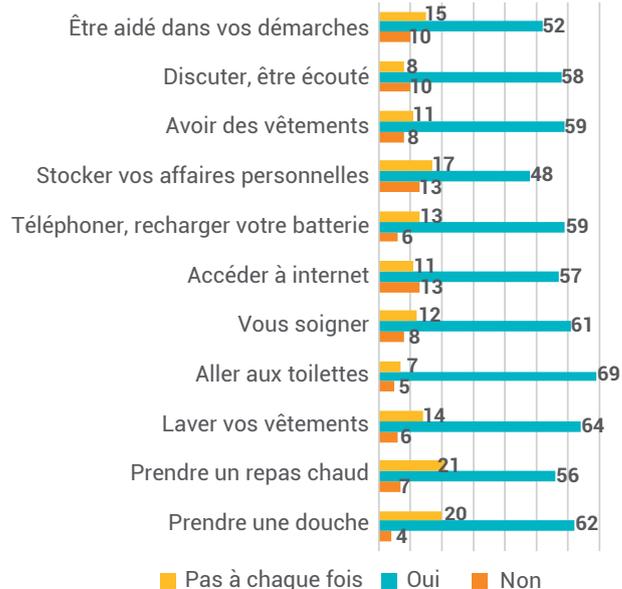


Les accueils de jour et les points de distribution alimentaire sont les équipements les plus fréquentés par les personnes sans domicile. Néanmoins, un nombre important de personnes n'ont jamais fréquenté ces équipements ou n'ont jamais rencontré de maraude.

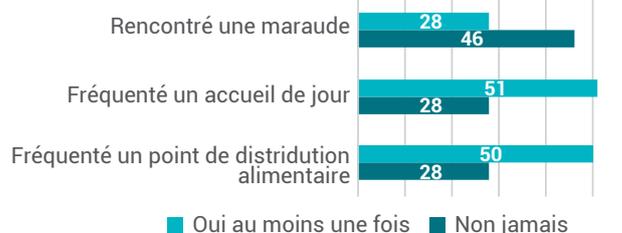
Plus de la moitié des répondants à l'enquête (directe comme indirecte) disent que leurs besoins sont assez bien satisfaits. Prendre un repas chaud, une douche, accéder à internet et stocker les affaires personnelles sont les quatre besoins qui sont les moins bien couverts. Dans les réponses spontanées, le besoin d'avoir un logement est, sans surprise, le premier besoin évoqué.

ENQUÊTE INDIRECTE

Quand vous en avez eu besoin, avez-vous pu :
De 75 à 85 réponses sur 88



Au cours des 7 derniers jours, avez-vous :
De 74 à 79 réponses sur 88



Panorama des réponses les plus souvent renseignées à la question :
« Est-ce qu'il y a des choses dont vous avez besoin et dont vous souhaitez nous faire part ? »



« Un accès à une télévision et aux toilettes publiques »
« Besoin d'un titre de séjour pour trouver un travail »
« Besoin de sécurité, ne se sent pas en sécurité »

« Besoin de stocker ses affaires personnelles sur un long moment et un logement en priorité »

« Horaires trop restreints pour les douches, il faudrait un 19h/20h »

« Un accueil qui resterait ouvert plus tard pour avoir un repas chaud et se poser »

« Besoin d'un accès à des casiers »



LE PLAN D' ACTIONS MIS EN ŒUVRE POUR RÉPONDRE AUX BESOINS DES PERSONNES SANS DOMICILE

La Nuit de la solidarité organisée en janvier 2022 avait fait remonter plusieurs besoins non satisfaits, ou partiellement satisfaits. Depuis, le CCAS de Brest a mis en place un plan d'actions en 4 axes :

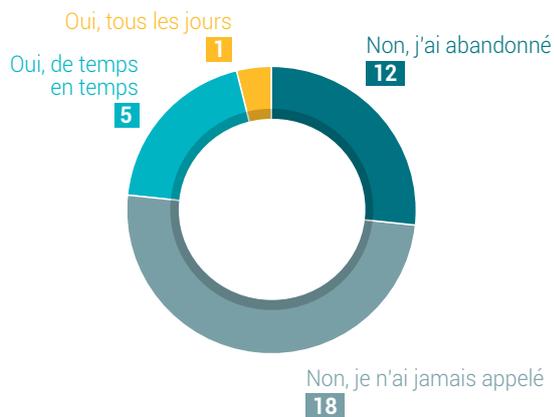
- Développer les possibilités offertes aux personnes pour stocker leurs affaires personnelles
- Faciliter l'accès aux points d'eau, sanitaires publics et douches
- Mieux informer sur les lieux et possibilité d'accès internet
- Permettre aux personnes d'avoir accès à des repas chauds le soir

Dans ce cadre, des casiers ont été installés dans les accueils de jour et l'offre en casiers est appelée à se développer encore, notamment avec des casiers accessibles 24h/24, projet retenu dans le cadre du budget participatif.

Un faible recours au 115 et peu de demandes de logements sociaux

ENQUÊTE DIRECTE

Appelez-vous le 115 ?
26 réponses sur 38

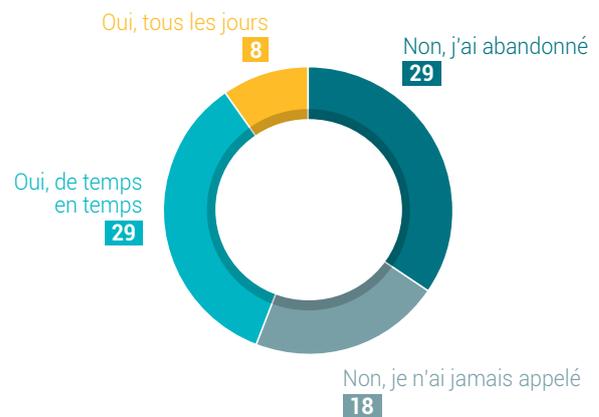


Avez-vous une demande de logement social en cours ?
22 réponses sur 38

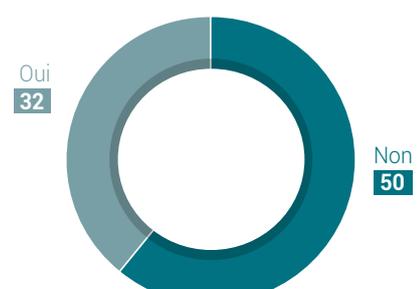


ENQUÊTE INDIRECTE

Appelez-vous le 115 ?
84 réponses sur 88

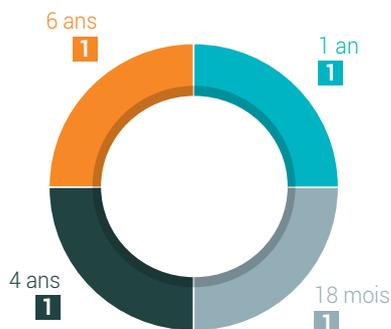


Avez-vous une demande de logement social en cours ?
82 réponses sur 88



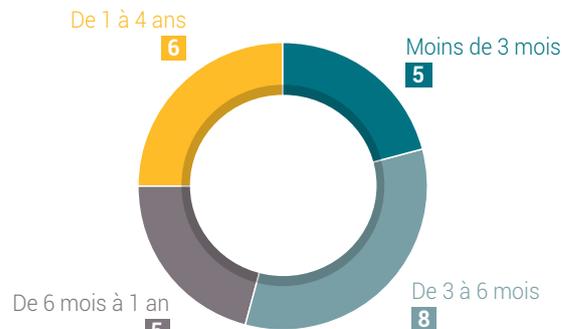
ENQUÊTE DIRECTE

Si oui, depuis quand avez-vous une demande de logement social en cours ?
4 réponses sur 11



ENQUÊTE INDIRECTE

Si oui, depuis quand avez-vous une demande de logement social en cours ?
24 réponses sur 32



Moins de la moitié des personnes enquêtées téléphonent au 115, comme en 2022.

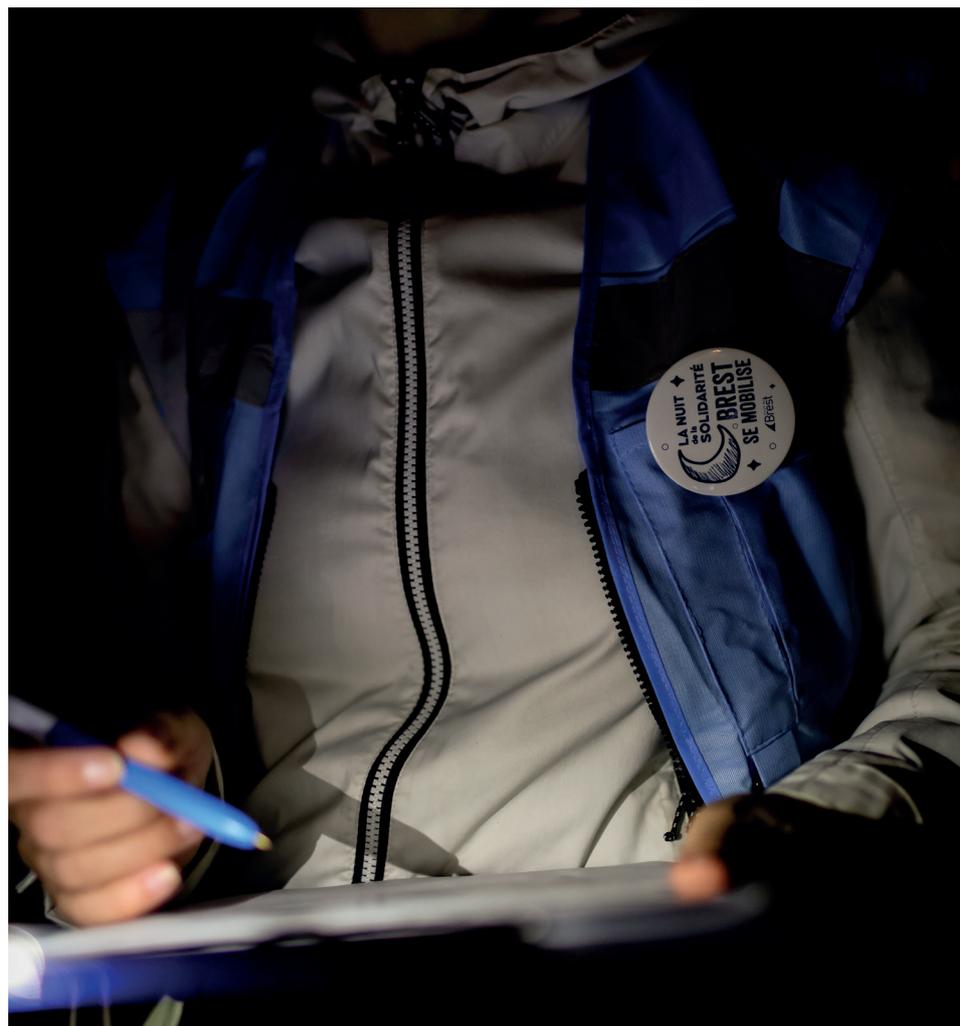
Panorama des réponses les plus souvent renseignées à la question :
Si vous n'appellez pas/plus le 115, pourquoi ?

- « À chaque fois c'est complet »
« Difficile de les avoir »
« N'a plus de droits »
« N'accepte pas les chiens »
« Trop d'attente, pas de solution »
« Trop long, compliqué »
« Ils ne veulent plus de moi »
« Jamais de place et ils veulent m'envoyer à Quimper ou Concarneau »
« Je n'ai pas de téléphone. »

”

Moins de la moitié des personnes interrogées ont une demande de logement locatif social en cours. Si une partie d'entre elles n'ont pas la possibilité de faire une demande de logement social, car étant en situation irrégulière, ce n'est pas le cas des autres. Il s'agit d'une donnée déclarative qui ne permet pas de connaître l'état réel de leur demande.

72 % des personnes étrangères n'ont pas de demande de logement social en cours contre 55 % pour les personnes de nationalité française.



Les personnes mises à l'abri le soir du 3 octobre

Au soir du 3 octobre 2024, les dispositifs d'hébergement d'urgence du territoire métropolitain accueillaient 254 personnes différentes (contre 194 le soir du 20 janvier 2022), dont 95 enfants mineurs (58 le soir du 20 janvier 2022).

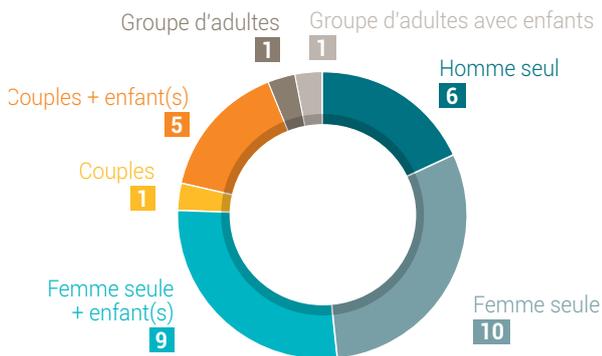
Parmi l'ensemble des personnes, 75 étaient mises à l'abri à l'hôtel et 179 étaient accueillies dans l'une des structures d'hébergement du territoire (hors CHRS urgence et ALT urgence).

Les personnes mises à l'abri à l'hôtel

La moitié des ménages hébergés à l'hôtel sont des femmes, seules ou avec des enfants



Composition des ménages hébergés à l'hôtel



Les personnes accueillies en structure d'hébergement d'urgence

45 % des personnes hébergées en structure d'hébergement (hors CHRS urgence) sont des personnes seules, principalement des hommes

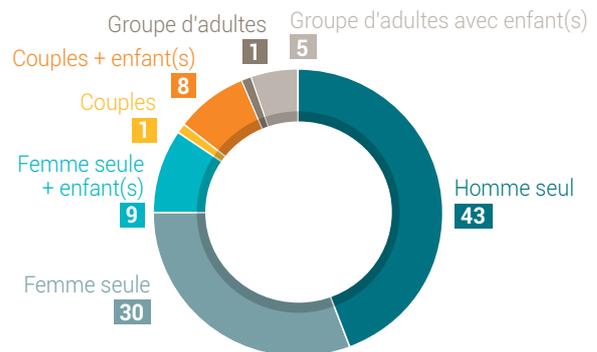


179 personnes
en structure d'hébergement

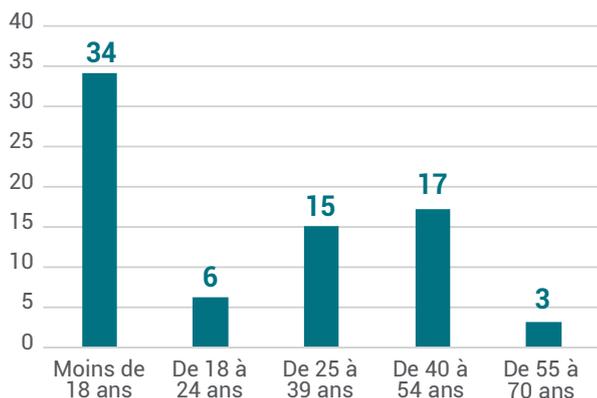


61 enfants
soit 34 % des personnes hébergées en structure d'hébergement (31 % en 2022)

Composition des ménages hébergés en structure d'hébergement

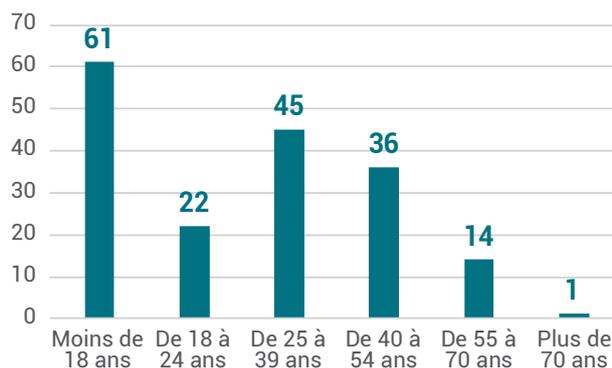


Âge des personnes hébergées en hôtel



Parmi les ménages hébergés à l'hôtel le soir du 3 octobre, 45 % ont des enfants (15 sur 33), contre seulement 30 % en 2022. Les durées d'hébergement en hôtel sont plus longues qu'en structure.

Âge des personnes hébergées en structure d'hébergement

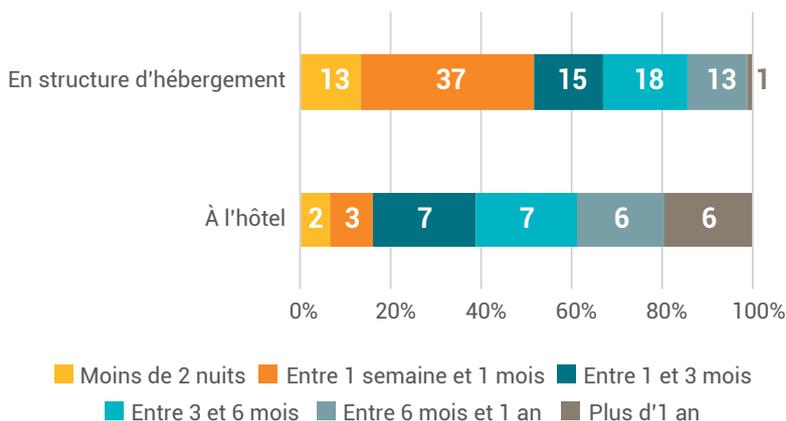


75 % des ménages en structure d'hébergement sont des personnes seules (44 % des hommes, 31 % des femmes). Lors de l'enquête 2022, les hommes seuls représentaient 55 % des ménages. Un fois encore on observe une progression de la part de femmes parmi les personnes sans domicile : les femmes seules ou avec enfants représentent désormais 40 % des ménages en structure, contre seulement 21 % en 2022.

Le nombre et la part d'enfants mis à l'abri par le SIAO est en forte augmentation depuis 2022. Les durées d'hébergement sont plus longues pour les ménages à l'hôtel qu'en structure. La moitié des ménages en structure d'hébergement y sont depuis moins d'un mois contre 18 % seulement pour les ménages à l'hôtel.

Le 115 a traité 57 appels sur la journée du 3 octobre 2024.

Durées d'hébergement des ménages mis à l'abri en hôtel et en structure d'hébergement

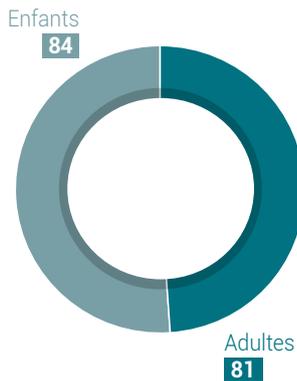


À noter

La nuit du 3 octobre, le Conseil départemental a mis à l'abri 57 personnes (20 parents / 37 enfants). Il s'agit de parents seuls avec un ou des enfants de moins de 3 ans. Ce chiffre est en baisse : le 20 janvier 2022, ils étaient 29 parents et 55 enfants.

Les personnes hébergées par les associations le soir du 3 octobre

Personnes hébergées par les associations le soir du 3 octobre



Au soir du 3 octobre 2024, les associations d'hébergement citoyen du territoire accueillent 165 personnes différentes, dont 84 enfants mineurs (soit la moitié de l'ensemble des personnes hébergées, contre 36 % en 2022). Un peu moins de la moitié de ces enfants sont de jeunes mineurs isolés (36 personnes mineures et 3 jeunes majeures).

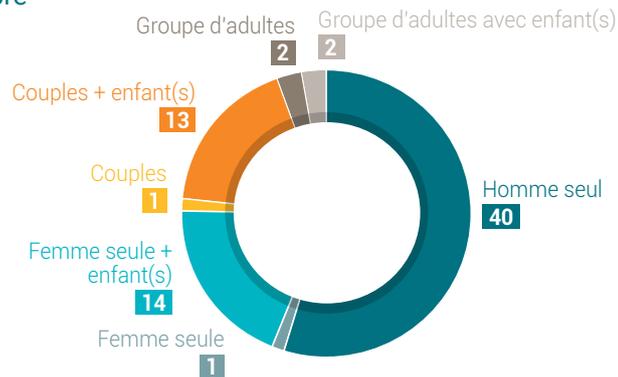
NB : Les associations ayant transmis leurs résultats pour ce décompte sont Digemer et Adjim.

Une forte augmentation des ménages demandeurs d'un logement social dépourvu de logement

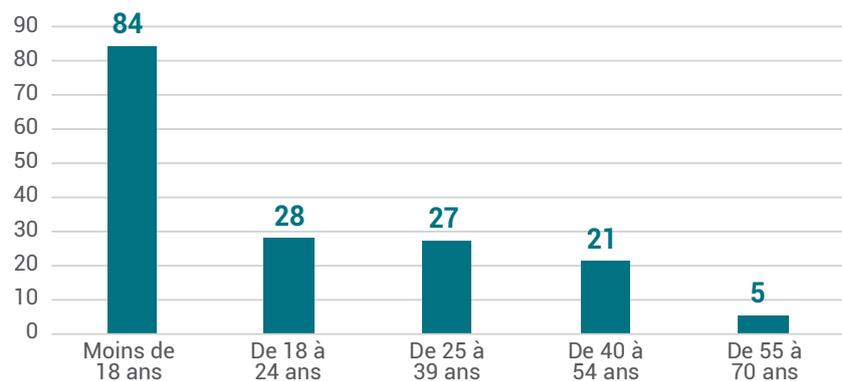
Au 1^{er} janvier 2024, le fichier partagé de la demande locative sociale enregistrait 593 ménages demandeurs de logement social dépourvus de logement à Brest (sans logement personnel, y compris hébergés chez un tiers), contre 393 au 1^{er} janvier 2021, soit exactement 200 ménages de plus.

Les statuts d'occupation des demandeurs de logement social identifiées comme dépourvus de logement ont évolué depuis la précédente enquête. La part de personnes hébergées par un particulier a nettement diminué (-9 points) au profit des personnes sans abri ou en habitat de fortune (+8 points). De même, la part d'occupants sans titre ou en squat a progressé de 4 points et la part de personnes à l'hôtel a baissé de 2 points. Ainsi, on observe une plus grande précarité

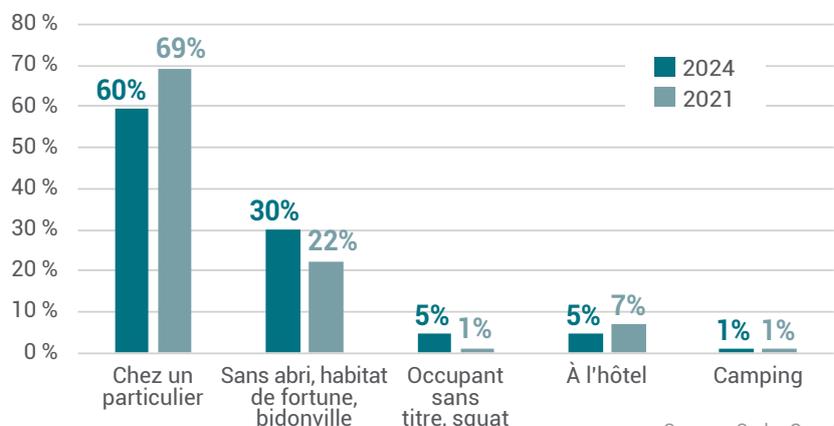
Composition familiale des ménages hébergés par les associations le soir du 3 octobre



Répartition par âge des 165 personnes hébergées



Répartition des ménages demandeurs d'un logement social dépourvus de logement selon leur statut d'occupation au 1er janvier 2021 et 2024

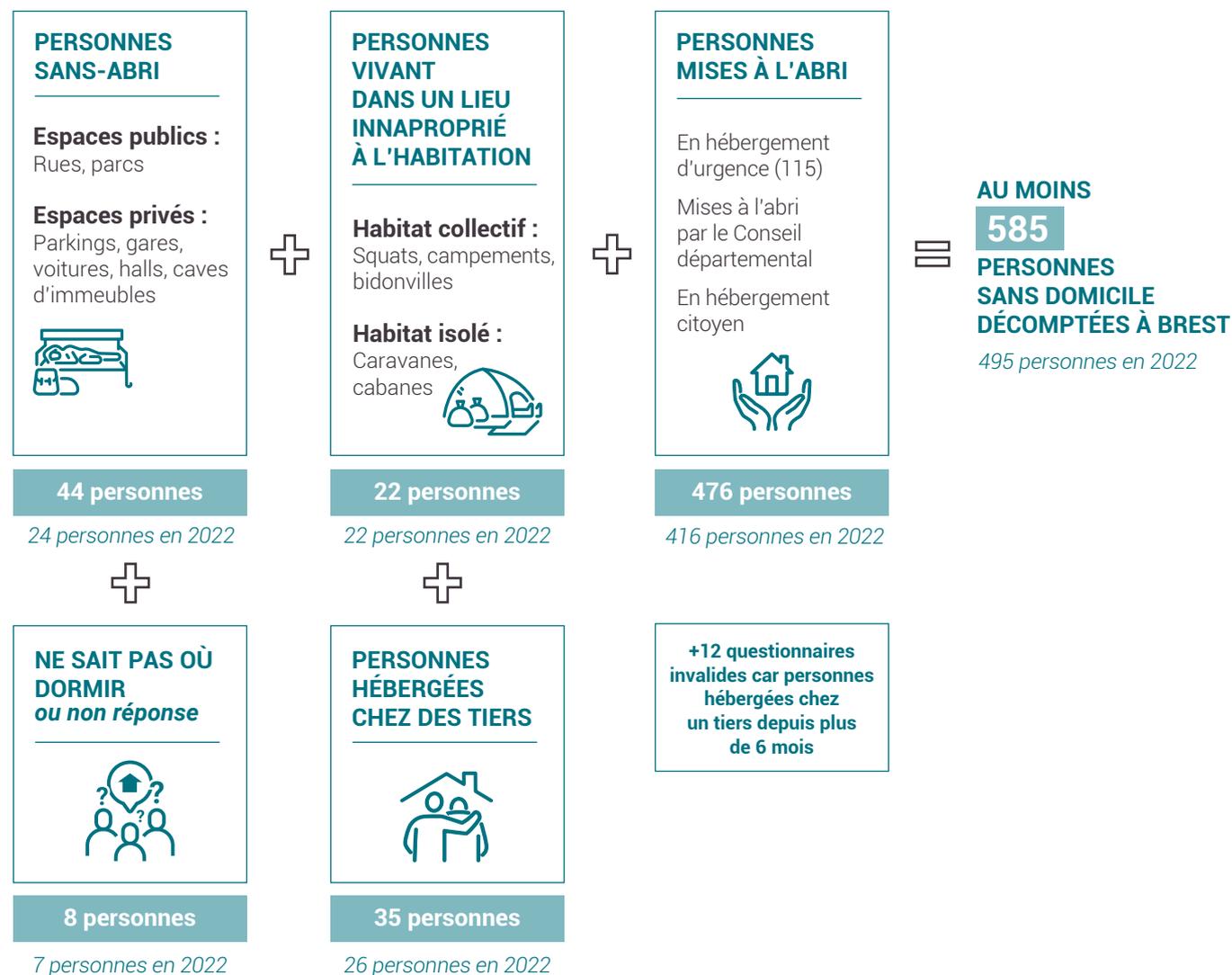


Source : Creha Ouest

des personnes dépourvues de logement et la part de celles qui déclarent dormir dans un lieu inapproprié à l'habitation est en forte hausse.

En 2023, le temps d'attente moyen avant d'avoir une attribution de logement social à Brest est de 13,1 mois, contre 12,4 mois en 2021.

Résultats du décompte global



Remerciements

Le 3 octobre 2024, la ville de Brest et son CCAS ont organisé la seconde édition de la nuit de la solidarité. Cette initiative a été possible grâce au concours de nombreux partenaires qui travaillent ensemble depuis 2022, année de la première édition, dans le cadre du comité technique : Le Phare de la Croix rouge Française, le point Kerros, La Halte accueil, Entraide et amitié, les Lits halte Soins Santé, Le Samu social de la Croix rouge française, le Secours catholique, Le Centre Accueil Précarité du CHU de Brest, les petites graines du social, l'équipe des ACT des amitiés d'Armor, au captif la libération, Mosaïk et le collectif Dominique.

L'organisation de la nuit n'aurait pas été possible sans la mobilisation des professionnels, services civiques, élus, bénévoles, étudiants de l'ITES et habitants qui ont sillonné la ville le soir du 3 octobre et étaient présents dans les structures les jours suivants. L'enquête directe a été alimentée par des données transmises par le SIAO, le Conseil départemental du Finistère, les associations d'hébergement citoyens (Digemer et ADJIM).

La direction action sociale remercie également les directions de la ville et de la métropole qui ont contribué à ce projet: l'équipe de médiation urbaine de la DPRTU, de la proximité et de la communication. Merci également à l'ADEUPa pour son

accompagnement. Un merci particulier à l'association Vert le jardin pour sa soupe chaleureuse et réconfortante pour toutes les personnes mobilisées et rencontrées dans la nuit.

Enfin et surtout, merci aux personnes rencontrées durant l'enquête directe et indirecte d'avoir bien voulu échanger sur leur parcours pour contribuer à une meilleure compréhension de la situation et des besoins.





Pour aller plus loin



Avec l'Adeupa



[Les personnes sans domicile à Brest, Analyse des résultats de la première nuit de la solidarité brestoïse - Novembre 2022](#)



[Analyse des besoins sociaux de la ville de Brest - Mai 2022](#)

Et ailleurs

- [Sans domicile fixe \(SDF\) et sans-abri, Qui sont-ils ? Combien sont-ils ?](#)
[Revue Population & Avenir](#)
- [Sans domicile fixe](#)
Hubert Prolongeau
- [5e édition de la nuit de la solidarité parisienne](#)
Rapport des contribution du comité scientifique

LES OBSERVATOIRES | SOCIAL

Direction de la publication

Yves Cléach

Réalisation

Vanessa Cantet

Mise en page et illustrations

Jeanne Lefer

Relecture

François Marty

Photographies

(sauf mention contraire)

Nacer Hammoumi - Brest métropole

Sources graphiques

(sauf mention contraire)

Nuit de la solidarité - Traitement Adeupa

Contact

contact@adeupa-brest.fr

Dépôt légal

1^{er} trimestre 2025

Référence

25-049



AGENCE D'URBANISME DE BREST • BRETAGNE

18 rue Jean Jaurès - 29200 BREST

Tél. 02 98 33 51 71



Adeupa Géodata

www.adeupa-brest.fr



LICENCE OUVERTE
OPEN LICENCE